



[Imprimer cet article](#) | [Fermer cette fenêtre](#)

LEAD 1-Bourse-Les banques françaises en chute après Moody's

mardi 18 octobre 2011 10h26

(Actualisé avec précisions, analystes, cours)

PARIS, 18 octobre (Reuters) - Les valeurs bancaires françaises chutent lourdement mardi à la Bourse de Paris après l'annonce par Moody's de sa décision d'évaluer d'ici trois mois la perspective de la note "triple A" qu'elle accorde pour l'instant à l'Etat français.

Dans le cadre L'agence de notation explique qu'elle prendra notamment en compte la possibilité d'un soutien public au secteur financier et celle d'une aide financière à un autre pays de la zone euro. (Voir)

A 10h10, les valeurs bancaires creusaient leurs pertes. BNP Paribas cédait 5,65% à 29,34 euros, Société générale 5,36% à 19,1450 euros, Crédit agricole 2,93% à 4,9430 euros et Natixis 4,67% à 2,1830 euros.

Dexia , sauvée la semaine dernière par les Etats français, belge et luxembourgeois, chutait de plus de 11%. Au même moment, l'indice Stoxx 600 européen des banques abandonnait 1,32%.

Les analystes expliquent que l'annonce de Moody's pèse à double titre sur les banques françaises.

"Si les agences de notation en arrivaient à dégrader d'un cran la signature française, elles feraient probablement de même dans la foulée pour les banques françaises, avec ce que cela entraînerait sur leurs coûts de financement", explique Christophe Nijdam, analyste financier chez Alphavalue.

"N'oublions pas que les banques françaises ont déjà été dégradées et qu'elles ont vu leurs coûts de refinancement augmenter avec la crise de liquidité de cet été", ajoute-t-il.

Les commentaires de Moody's montrent aussi que la France bénéficie d'une marge de manoeuvre extrêmement limitée dans l'hypothèse d'un nouveau soutien de son secteur bancaire à l'image de ce qui avait été fait en 2008 après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers.

La question d'une recapitalisation des banques européennes fait partie des solutions envisagées par les Européens pour aider la zone euro à sortir de la crise de la dette.

Des annonces en ce sens devraient être faites sur le sujet lors du Conseil européen du 23 octobre. Pour le moment, la France exclut toute aide publique pour ses banques mais une intervention de l'Etat pourrait être envisagée en dernier ressort.

"Si on parle de renflouement des banques avec garanties de refinancement comme en 2008, là il y aura un problème de notation pour la France", fait remarquer Christophe Nijdam.

"Si on reprend les montants en 2008, on se rapproche de 20% du PIB et on bascule en terme de notation."

Après la faillite de Lehman Brothers, l'Etat français avait mobilisé une enveloppe globale de 360 milliards d'euros pour aider les banques.

Sur cette enveloppe, 320 milliards d'euros étaient destinés aux garanties publiques au refinancement des banques. Les 40 milliards restants étaient destinés au renforcement des fonds propres.

Voir aussi:

- * Les scénarios d'une recapitalisation bancaire en Europe
- * La liquidité, talon d'Achille des banques françaises
- * LE POINT sur l'actualité des banques (Matthieu Protard et Marc Angrand, édité par Jean-Michel Bélot)

© Thomson Reuters 2011. All rights reserved. Users may download and print extracts of content from this website for their own personal and non-commercial use only. Republication or redistribution of Thomson Reuters content, including by framing or similar means, is expressly prohibited without the prior written consent of Thomson Reuters. Thomson Reuters and its logo are registered trademarks or trademarks of the Thomson Reuters group of companies around the world. Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.

Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.